

PHILIPPE ZAOUATI, LEADER DE LA FINANCE DURABLE

ENQUÊTE SUR LES PORTS DU CONTINENT

L'AFRIQUE
D'AUJOURD'HUI
& DE DEMAIN

AVRIL - MAI 2024

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE : LE DÉFI DE L'AFRIQUE

HYDROGÈNE VERT : LES PAYS À LA POINTE

Forbes

AFRIQUE

JEAN-LOUIS BILLON

UN HOMME DE
MISSIONS

HÉRITIER DU GÉANT IVOIRIEN
DE L'AGROALIMENTAIRE SIFCA,
L'HOMME DE POUVOIR ENTEND PESER
SUR L'AVENIR DE SON PAYS.

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Le continent africain est confronté à des défis immenses en matière de sécurité alimentaire, avec des millions de personnes souffrant de la faim chronique chaque année – situation encore aggravée récemment par la crise de la Covid et la guerre en Ukraine. Les enjeux sont multiples, allant de la volatilité des prix des denrées alimentaires et des conditions météorologiques extrêmes aux conflits et à l’instabilité politique qui entravent la production, l’accès et la distribution des aliments. Réaliser la sécurité alimentaire en Afrique nécessite des investissements significatifs dans l’agriculture durable, des politiques efficaces de protection sociale, une meilleure gestion des ressources naturelles, ainsi qu’une coopération internationale renforcée. Un défi de taille pour le continent et le monde, car une crise alimentaire grave pourrait non seulement accroître la pauvreté et les inégalités, mais aussi déstabiliser les économies et les sociétés africaines, mettant en péril la stabilité régionale et mondiale.

DOSSIER COORDONNÉ PAR ÉLODIE VERMEIL, AVEC L’APPUI DE LA STOCKHOLM INITIATIVE FOR FOOD SECURITY



L'AFRIQUE À LA RECHERCHE DE SA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Dès les années 1960, avec l'émergence de la problématique du développement et de la lutte contre la pauvreté, le sujet de la sécurité alimentaire figurait au centre des programmes de développement des jeunes États africains. Soixante ans plus tard, il est toujours d'actualité, étant même devenu, dans un monde globalisé, une question de sécurité nationale. Pour résoudre le déficit alimentaire de l'Afrique, des pistes se dessinent cependant, combinant les deux modèles agraires en vigueur sur le continent.

PAR ANDREA LUNDH
Agronome, diplômée de la Swedish University of Agricultural Sciences et spécialiste en sécurité alimentaire.

La FAO (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture) définit la sécurité alimentaire comme « *l'accès physique et économique* » à une « *nourriture suffisante, saine et nutritive* » permettant aux humains de satisfaire « *leurs besoins énergétiques et leurs préférences alimentaires pour mener une vie saine et active* ». Alors que la faim est une expérience individuelle ou collective de manque de nourriture avec un impact sur la santé physique et mentale, la sécurité alimentaire emprunte une approche

systemique de l'alimentation comme moyen d'assurer une vie saine de manière abordable, pérenne et fiable à tous les niveaux, quels que soient les stades de développement économique ou le pouvoir d'achat.

UNE QUESTION DE SÉCURITÉ NATIONALE

La récente intensification des stress à l'échelle planétaire (Covid, conflits armés, changement climatique, augmentation brutale des prix des denrées alimentaires), en plus du poids démographique, a propulsé l'enjeu de l'insécurité alimentaire au centre

des préoccupations géopolitiques et développementales. Lorsque la Russie a envahi l'Ukraine, en février 2022, l'Afrique a réalisé à quel point sa situation était fragile, son blé et ses engrais provenant pour une part significative des deux belligérants.

Dans un monde globalisé, se nourrir est devenu une question de sécurité nationale. Jusque-là, les appels à une «révolution verte», comme celui lancé à Addis Abeba il y a une décennie par Kofi Annan, sont demeurés vains. La question, cependant, est plus que jamais prégnante : comment expliquer le déficit alimentaire de l'Afrique et comment sortir de l'absurdité d'un modèle basé d'un côté sur la dépendance alimentaire à l'extérieur, et de l'autre sur une agriculture principalement tournée vers l'export ?

DEUX MODÈLES AGRAIRES

En fait, deux modèles agraires coexistent en Afrique. Le modèle traditionnel concerne les petites et moyennes exploitations. Ce mode d'exploitation familial souffre d'un accès limité au capital et à la technologie. L'agriculture pluviale est la norme et les paysans gèrent comme ils le peuvent leur exploitation, sans perspective ni rationalité. Capital et technologie les auraient mis sur une trajectoire leur permettant d'opter pour des cultures selon la demande du marché, de gérer l'approvisionnement en eau en fonction des besoins de leurs cultures et d'aspirer à en conquérir de nouveaux. Les bailleurs de fonds internationaux avaient négligé ce modèle traditionnel. Pourtant, il est établi, selon le Fonds international de développement agricole (FIDA), que ces exploitations assurent jusqu'à 80 % des besoins alimentaires du continent.

Aux antipodes, le modèle économique des cultures intensives s'est, pendant des décennies, justifié par l'impératif de nourrir les populations. Tourné principalement vers l'export, il mise sur l'optimisation maximale des rendements. Il dépend de grands volumes d'eau et de l'usage intensif d'engrais et de pesticides. Il menace l'écosystème et aboutit à des externalités négatives telles que la pollution, les émissions de dioxyde de carbone et la raréfaction de l'eau.

« Comment sortir de l'absurdité d'un modèle basé d'un côté sur la dépendance alimentaire à l'extérieur, et de l'autre sur une agriculture principalement tournée vers l'export ? »

Au nom de l'optimisation de l'exploitation intensive, sont sacrifiés, tout à la fois : la valeur nutritionnelle des cultures, les besoins nutritionnels des populations, la santé des sols, la gestion des ressources en eau, les revenus des fermiers, les services publics et les investissements en faveur des communautés rurales, le respect de l'environnement, ainsi que la capacité de résilience de ces fermiers face aux chocs croissants provenant des changements climatiques.

DES SOLUTIONS STRUCTURELLEMENT PÉRENNES

Quelles sont les voies susceptibles de mener à des solutions structurellement pérennes, responsables et durables ? Comment relever ce défi perçu comme insurmontable, malgré l'extraordinaire richesse du continent en terres arables ? La réponse se situe précisément dans la combinaison des avantages des deux modèles.

Il est évident que les questions d'autosuffisance alimentaire, de résilience, de richesse et variété nutritionnelles ne peuvent trouver de solutions pérennes sans une implication locale et communautaire. Le modèle agraire traditionnel favorise ces valeurs et les bailleurs de fonds réalisent désormais sa proximité avec les réalités et la problématique rurales. Une tendance heureuse se dessine enfin en faveur d'un accroissement des investissements en infrastructures agricoles et en exploitations.

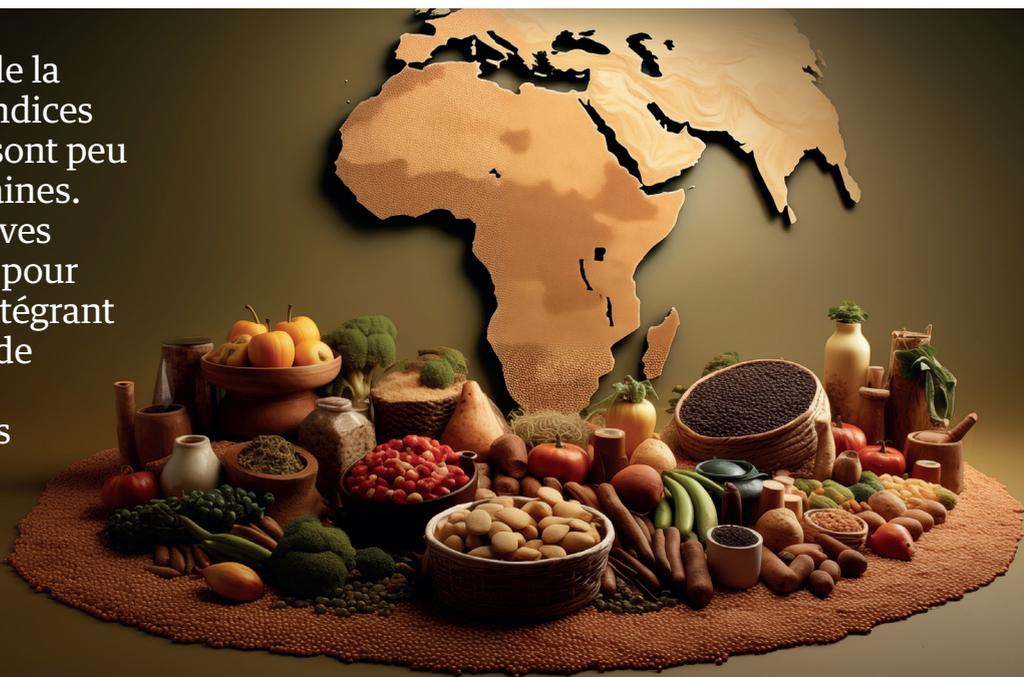
À vocation principalement exportatrice, le modèle de production intensive a permis de contribuer positivement aux balances commerciales et de paiements de certaines économies africaines. En revanche, son bilan est négatif à bien des égards : dépendance et insécurité alimentaires, déficit nutritionnel, manque de résilience aux chocs, mauvaise gestion des ressources, iniquité économique au détriment des fermiers.

Ce mode d'exploitation se doit d'adopter des solutions technologiquement avancées, inspirées de la nature et intégrant l'élément « changement climatique », ainsi que l'usage efficace et prudent des ressources naturelles. Alors il parviendra à contribuer à la solution. 

INDEXER LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE EN AFRIQUE

En matière d'indexation de la sécurité alimentaire, les indices actuellement en vigueur sont peu adaptés aux réalités africaines. C'est pourquoi des initiatives ont récemment vu le jour pour élaborer un instrument intégrant de nouveaux indicateurs de l'insécurité alimentaire répondant aux spécificités du continent. Aperçu des réflexions en cours.

PAR ANDREA LUNDH



Les conflits armés persistants et l'explosion démographique ne suffisent pas à expliquer l'insécurité alimentaire. Celle-ci est également liée à d'autres raisons – historiques, financières et structurelles –, comme la façon dont les systèmes alimentaires sont articulés, mais également les options politiques adoptées en matière de sélection des cultures, de gestion du bétail, de négoce, de financement et de formation.

Dans le sillage de l'indice de gouvernance Mo Ibrahim produit par l'ONG Mo Ibrahim Foundation, de nouvelles approches prenant en compte ces paramètres ont donc

vu le jour. C'est ainsi que l'ONG suédoise Stockholm Initiative For Food Security parraine un indice africain actuellement en cours d'élaboration, destiné à mieux refléter les réalités africaines en matière de sécurité alimentaire.

LES LACUNES DU GLOBAL FOOD SECURITY INDEX

Ce nouvel outil s'avère indispensable face aux lacunes de l'Indice mondial de sécurité alimentaire (en anglais *Global Food Security Index* ou GFSI), outil le plus répandu, mais peu adapté aux réalités des pays du Sud et en particulier des pays d'Afrique. Favorisant la prépondérance des

données nationales au détriment des données locales ou régionales – qui sont pourtant plus proches des réalités démographiques et communautaires –, il n'intègre pas l'existence des échanges informels dans le calcul de l'accès à la nourriture. De plus, jusqu'à l'édition de 2022, le GFSI omettait de prendre en compte plusieurs paramètres d'importance, comme le rôle de la communauté dans l'élaboration des politiques agricoles, la situation économique des petits exploitants, le degré de sensibilisation des agriculteurs aux impératifs d'autosuffisance alimentaire, mais aussi l'impact du changement climatique, ou encore la condition féminine.

Pour contourner ces écueils, le futur index africain s'articule donc autour de nouvelles définitions, qui sont : disponibilité/ accès à la nourriture ; qualité/ valeur (nutrition, alimentation, santé) ; abordabilité (structure des prix, valeur économique réelle, structure d'investissement dans les petites et moyennes entreprises, stratégie d'exportation) ; indicateurs agroscientifiques (types de cultures, santé des sols, ressources en eau, qualité des semences, accès au transfert et aux mises à jour technologiques, formation et renforcement des capacités) ; fiabilité, durabilité et résilience ; sensibilisation au système alimentaire (recherche, éducation, opinion publique).

Ces définitions conduisent à leur tour à l'élaboration de trois groupes d'indicateurs – agraires, économiques, et de qualité (voir ci-contre) – destinés à élaborer un indice de sécurité alimentaire plus pertinent pour l'Afrique.

UN INDICE TESTÉ AU SÉNÉGAL

Œuvrer à refléter ces réalités dans de nouvelles mesures n'est cependant pas tâche facile. *« Mesurer les perceptions de l'opinion publique ou collecter des sources primaires fiables peut s'avérer difficile dans le contexte de ce nouvel indice africain. Ce travail demeure pourtant indispensable »*, souligne Kamel Jedidi, expert en statistiques et en marketing et professeur à la Columbia Business School de New York.

Consciente de ces défis, l'ONG suédoise s'est récemment associée à l'Académie nationale des sciences et techniques du Sénégal (ANSTS) et au Centre des hautes études de défense et de sécurité (CHEDS) sénégalais. Leur projet commun est de lancer un nouvel indice de sécurité alimentaire couvrant l'Afrique en commençant par le Sénégal, la Côte d'Ivoire et d'autres pays sélectionnés, qui feront l'objet d'un premier prototype. 

TROIS GROUPES D'INDICATEURS POUR UN INDEX AFRICAIN

Encore en cours d'élaboration, le nouvel indice de sécurité alimentaire africain distingue trois groupes d'indicateurs reposant sur des unités de mesure qualitatives.

INDICATEURS AGRAIRES

- Introduire des indicateurs liés au cœur même de l'exploitation agricole, c'est-à-dire à la nature et la qualité des sols.
- Définir des indicateurs liés à l'eau en tant que ressource alimentaire directe pour les humains et en tant qu'atout vital dans le processus de production animale, ce qui implique d'en évaluer et mesurer la qualité, la disponibilité et les protocoles d'utilisation.
- Évaluer les pratiques agricoles et les techniques de culture tournées vers une agriculture plus durable.
- Développer des indicateurs couvrant les fertilisants tant du point de vue de la productivité que de l'impact environnemental.
- Intégrer des indicateurs de post-production tels que les systèmes de stockage, de commerce et d'échanges en nature.
- Développer des outils de mesure de la diversification des cultures, et de son impact sur les rendements économiques et sur la gestion des sols et des cultures.

INDICATEURS ÉCONOMIQUES

- Traiter les statistiques officielles nationales une fois agrégées et vérifiées par la Banque mondiale et la FAO. Croiser les sources et les plateformes.
- Introduire des éléments basés sur la réalité de l'économie informelle.
- Évaluer l'impact réel des tarifs douaniers.
- Examiner l'impact réel des fluctuations monétaires sur l'accès au capital en tenant compte du service de la dette sans négliger la microfinance.
- Évaluer l'impact de la part relative des produits alimentaires importés.

INDICATEURS DE QUALITÉ

- Niveau de sensibilisation à l'argumentaire de la souveraineté du point de vue de la production et de la transformation agricoles.
- Capacité à identifier, formuler et mettre en œuvre une vision et une stratégie de sécurité alimentaire.
- Niveau de sensibilisation à la santé, à l'alimentation et à la nutrition.
- Capacité à s'adapter aux chocs et aux stress.
- Qualité des aliments et du sol.
- Disponibilité de l'éducation et de la formation.